

Une coalition de la société civile remet 31539 signatures au ministre de l'Agriculture et l'appelle à soutenir l'agriculture paysanne et familiale

Paris-Rome, le 18 octobre 2011 : **En marge du Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations unies, qui se réunit à Rome cette semaine, Artisans du Monde, ATTAC, la Confédération paysanne, Oxfam et Peuples Solidaires/ActionAid ont remis aujourd'hui 31 539 signatures de la pétition « Ne jouez pas avec notre nourriture » à Bruno Le Maire, Ministre de l'Agriculture.** Cette pétition, lancée dans le cadre de la présidence française du G20, appelle ce dernier à soutenir l'agriculture paysanne et familiale.

Le G20 agricole, qui s'est réuni pour la première fois à Paris en juin dernier, a mis en place un mécanisme qui vise à renforcer la transparence des marchés agricoles, et a lancé un projet pilote de réserves alimentaires d'urgence en Afrique de l'Ouest. Il a également souligné l'importance de l'agriculture paysanne et familiale, et des femmes en particulier, pour lutter contre la faim dans le monde - mais sans prendre de mesures concrètes allant dans ce sens.

Les Etats peuvent et doivent faire beaucoup plus pour soutenir les petits producteurs et une agriculture durable, en France et dans le monde. C'est l'objet de la pétition « Ne jouez pas avec notre nourriture ». Ainsi, des réserves d'urgence ne suffisent pas : nous demandons aux Etats de rétablir des mécanismes publics de stockage et de stabilisation des prix agricoles, afin de garantir un revenu stable aux paysans et paysannes et des prix raisonnables aux consommateurs.

Il faut aussi faire preuve de courage politique en rendant illégal l'accaparement de terre par les multinationales et les gouvernements, et en mettant fin aux politiques de soutien public aux cultures d'agrocultures. De manière plus générale, les Etats devraient exercer un contrôle étroit des activités des multinationales du secteur agro-alimentaire : celles-ci doivent être contraintes à respecter les instruments juridiques internationaux garantissant les droits individuels et collectifs des populations.

Nous serons attentifs à ce que les mécanismes établis à l'initiative du G20 soient soumis pour approbation au Comité de la Sécurité alimentaire mondiale et ouverts à la participation effective des Etats qui sont les plus vulnérables aux crises alimentaires, et qui n'appartiennent précisément pas au G20. C'est pourquoi la remise de signatures sur le G20 à l'occasion de la réunion de l'organe des Nations unies qui est le plus légitime pour traiter des politiques agricoles et alimentaires mondiales a valeur de message fort.

Contact presse Peuples Solidaires / ActionAid :

A Paris : Julie Nouvion, chargée de relations médias : 07 86 12 61 82

A Rome : Antoine Bouhey, chargé de mission souveraineté alimentaire : 06 12 01 87 76